

ENQUÊTE 2011 SUR LES INDICATEURS D'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE (EEI) : SYNTHÈSE DES RÉSULTATS POUR L'EUROPE



Synthèse

INTRODUCTION

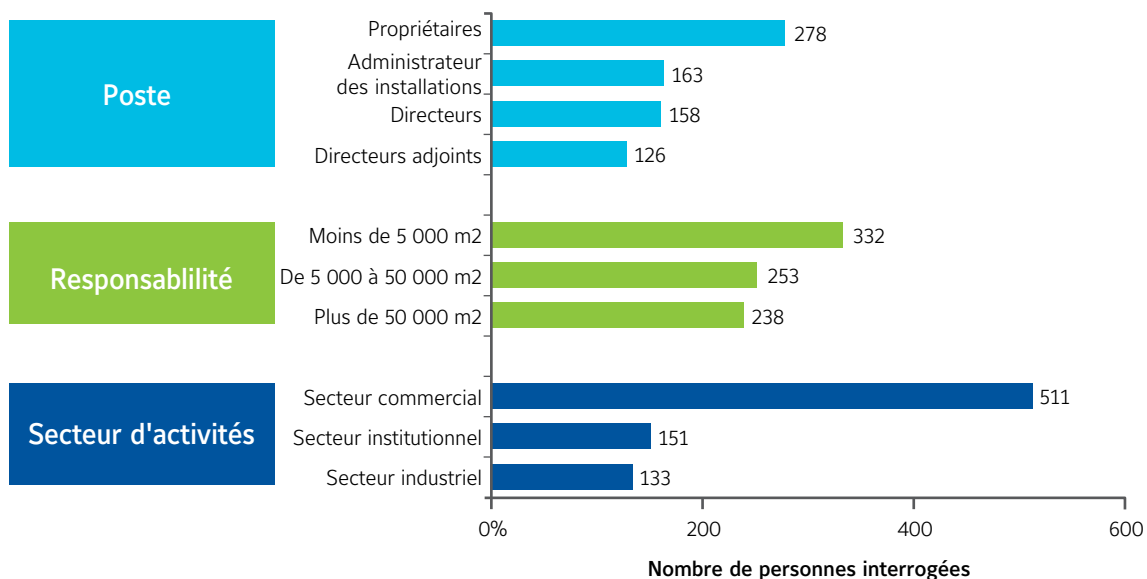
Dans un contexte où le prix de l'énergie semble destiné à poursuivre son ascension, où la sécurité de l'énergie est devenue une préoccupation et où le paysage politique est en pleine mutation, les décideurs du secteur de l'immobilier européen s'intéressent de plus en plus à l'énergie consommée par les bâtiments, selon les résultats de la cinquième enquête annuelle sur les indicateurs d'efficacité énergétique (EEI). Réalisée par l'Institute for Building Efficiency, une initiative de Johnson Controls, cette enquête a été menée auprès de 4 000 responsables et cadres à travers le monde.

Pour l'année 2011, 857 personnes issues des six premiers pays européens sur le plan économique ont participé à l'enquête. Ils se répartissent ainsi : France (12 %), Allemagne (18 %), Italie (15 %), Pologne (12 %), Espagne (14 %) et Royaume-Uni (26 %).

QUI A RÉPONDU À L'ENQUÊTE ?

Des cadres du secteur public et du secteur privé ont été interrogés sur leurs priorités, leurs pratiques, leurs investissements et les obstacles qu'ils rencontrent au niveau des projets et des financements dans le domaine de l'énergie. Les personnes interrogées sont responsables, financièrement parlant, d'au moins un bâtiment non résidentiel et gèrent certains aspects de la consommation énergétique, que ce soit la surveillance de cette consommation ou le pouvoir de proposition/approbation sur des projets liés à l'énergie.

Illustration 1 : Personnes interrogées dans le cadre de l'enquête EEI par rôle, par responsabilité et par secteur



Environ 80 % des personnes interrogées en Europe ont indiqué appartenir au secteur privé, et plus particulièrement à des segments commerciaux (ingénierie, services financiers, immobilier) et industriels (fabrication, transport). Les 20 % restants travaillent dans des institutions, comme le gouvernement, l'éducation et la santé. Pour la moitié des interrogés, leur lieu d'activité se situe dans une zone urbaine à forte densité, par opposition aux parcs industriels ou environnements à moindre densité. Par ailleurs, deux tiers des personnes interrogées ne sont responsables que d'un seul bâtiment ou campus, tandis que les autres ont un champ d'action géographique beaucoup plus vaste (régional, national, voire mondial).

PRINCIPALES CONSTATATIONS

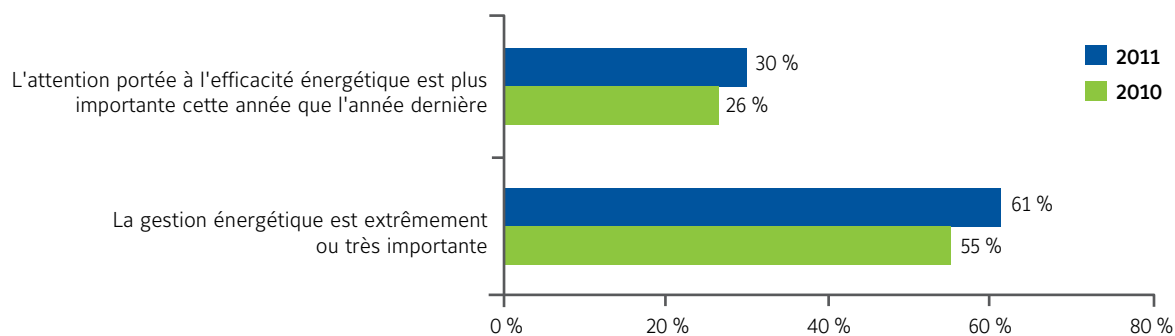
L'enquête de 2011 a montré un intérêt croissant pour l'énergie chez les décideurs européens du public et du privé. D'après les données EEI, ils prennent des mesures concrètes et cherchent à profiter des initiatives gouvernementales visant à promouvoir l'efficacité énergétique et les énergies propres. Néanmoins, même si la motivation est forte et les attentes élevées, plusieurs obstacles émergent. Les interrogés ont ainsi mentionné certaines contraintes du point de vue de la disponibilité et du déploiement des capitaux financiers et humains.

Un intérêt croissant

L'importance accordée à l'efficacité énergétique augmente constamment. À l'instar de l'enquête de 2010, la gestion de l'énergie est considérée comme très importante par la majorité des interrogés qui ont déclaré prêter davantage attention à l'efficacité énergétique (illustration 2).

Illustration 2 : Importance accordée à l'efficacité énergétique par les décideurs européens

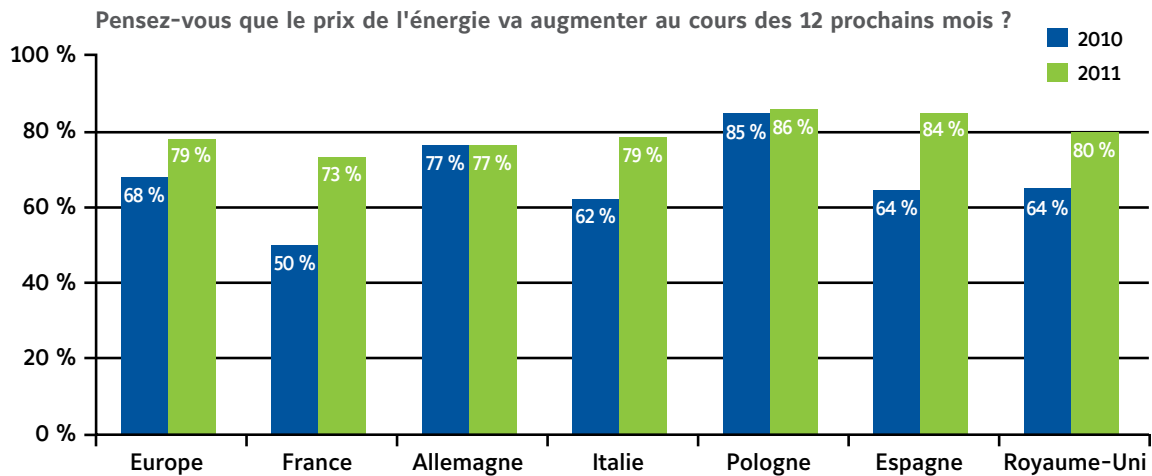
Comparaison de l'attention portée par les organisations à l'efficacité énergétique et de l'importance de la gestion énergétique en 2010 et 2011



90 % des interrogés en Europe estiment que l'efficacité énergétique revêt une certaine importance. Près de 20 % la voient comme « extrêmement importante » et 43 % comme « très importante ». Cette année, la sécurité de l'énergie a fait son entrée dans les facteurs qui ont une grande influence sur les décisions en matière d'énergies et d'efficacité énergétique. Elle arrive directement derrière l'allègement de la facture énergétique et les aides publiques comme moteurs de projets environnementaux.

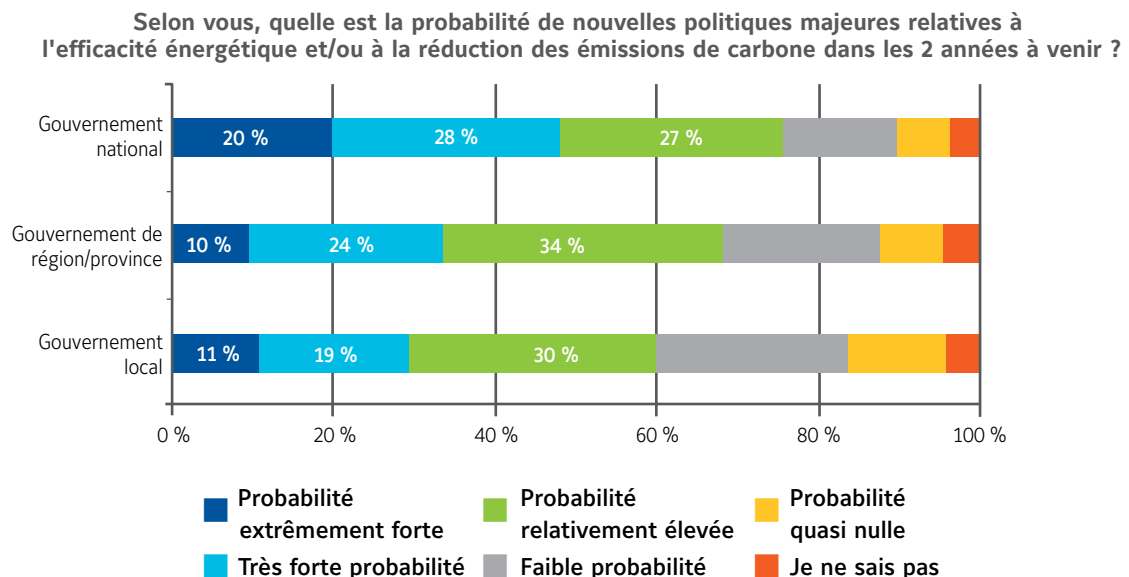
Ce mouvement vers l'efficacité énergétique peut probablement s'expliquer par un prix de l'énergie enclin à la hausse. Dans l'enquête de 2011, 79 % des interrogés prévoient une augmentation du prix de l'énergie dans les 12 mois à venir, contre 68 % l'année dernière (Illustration 3). Ils évaluent aujourd'hui cette augmentation à 13 % alors qu'ils la présageaient à 12 % l'année passée.

Illustration 3 : Prévisions concernant la hausse du prix de l'énergie par pays européen



Parallèlement à la montée du prix de l'énergie, 78 % des décideurs européens pronostiquent d'importants changements dans les politiques gouvernementales en faveur de l'efficacité énergétique ou de la réduction du carbone d'ici deux ans (Illustration 4). À cet égard, les résultats sont relativement homogènes d'un pays à un autre et en légère progression depuis 2010. L'Italie fait l'exception. La perspective de nouvelles politiques est passée de 48 % l'année passée à 23 % en 2011.

Illustration 4 : Mesures politiques européennes : prévisions à différentes échelles



C'est en Espagne que le chiffre est le plus élevé puisqu'ils sont 57 % à penser que des mesures politiques complémentaires devraient voir le jour, soit 7 % de plus qu'en 2010. Les efforts considérables déployés dans le pays, avec le soutien du gouvernement, en vue de promouvoir les énergies renouvelables sont certainement à l'origine de ces attentes supérieures.

L'efficacité énergétique en marche

Les réponses des décisionnaires européens ont mis en évidence un intérêt grandissant pour l'efficacité énergétique, mais aussi un dynamisme et des motivations qui évoluent.

Sans surprise, les économies demeurent la principale finalité recherchée dans les projets d'efficacité énergétique. Cependant, les autres facteurs incitatifs mentionnés diffèrent nettement de l'année 2010. En 2011, les décisionnaires interrogés ont placé l'allègement de la facture énergétique, les aides gouvernementales et la sécurité de l'énergie comme les trois premiers moteurs de prise de mesures (Illustration 5). L'année dernière, l'allègement de la facture énergétique, la diminution des gaz à effet de serre et les politiques gouvernementales figuraient dans ce top 3. En 2011, les cadres ont davantage prêté attention aux opportunités offertes par les remises et autres aides susceptibles de compenser des budgets trop serrés.

Illustration 5 : Facteurs incitant à la prise de mesures en faveur de l'efficacité énergétique en Europe

| Facteur incitatif | Classement 2011 | Classement 2010 |
|--|-----------------|-----------------|
| Allègement de la facture énergétique | 1 | 1 |
| Subventions/remises du gouvernement/des services publics | 2 | 6 |
| Renforcement de la sécurité énergétique | 3 | S/O |
| Réduction des gaz à effet de serre | 4 | 2 |
| Recherche/fidélisation d'employés | 5 | 4 |
| Amélioration de l'image de marque/publique | 6 | 5 |
| Politique gouvernementale existante | 7 | 3 |
| Anticipation/attente de la mise en place d'une politique gouvernementale | 8 | 7 |
| Recherche/fidélisation d'employés | 9 | 9 |
| Exigences des investisseurs | 10 | 8 |
| Recherche/fidélisation des locataires | 11 | 10 |

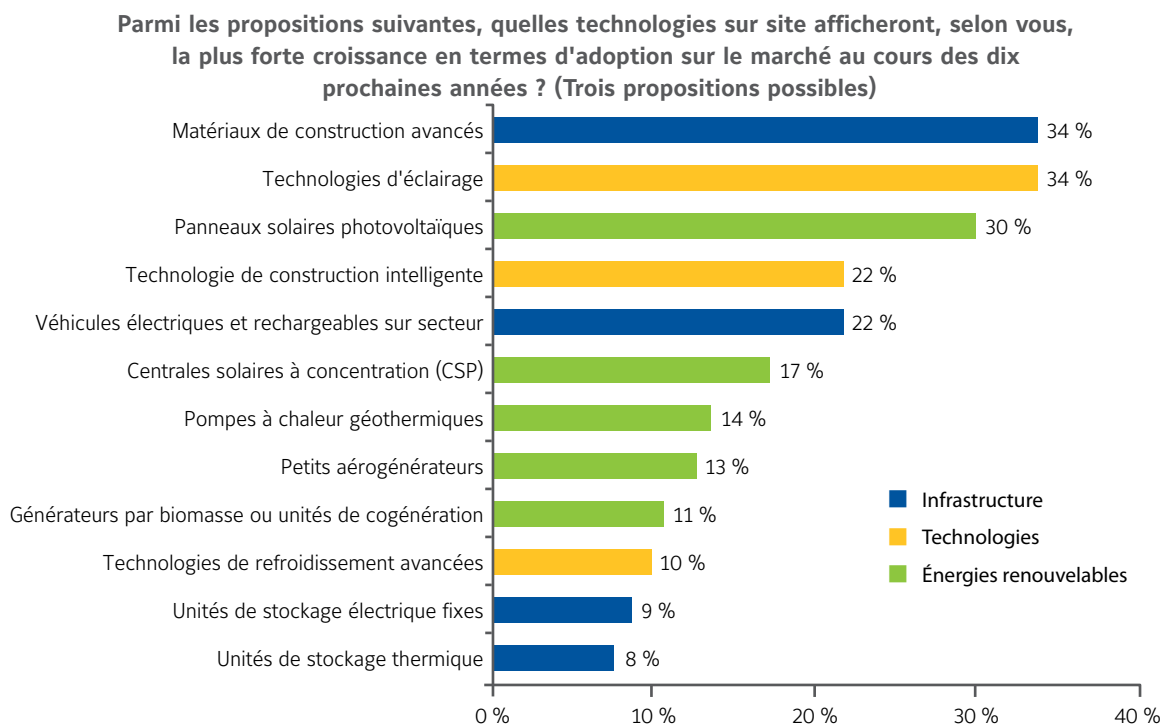
Les personnes interrogées ont considéré les politiques gouvernementales comme un facteur moins important cette année et donné davantage de poids aux aides publiques.

La réduction des gaz à effet de serre est passée de la deuxième à la quatrième place parmi les facteurs motivant les projets énergétiques. 63 % des entreprises ont affirmé avoir des objectifs en termes de

diminution des gaz à effet de serre, qu'ils soient publics (26 %) ou destinés à un suivi en interne (37 %). Questionnées sur leur stratégie dans ce domaine, les personnes interrogées ont cité l'efficacité énergétique des bâtiments. De manière frappante, en 2010, 28 % n'avaient pas connaissance d'une telle stratégie dans leur entreprise ou ne l'avaient pas mise au rang des priorités. En 2011, ce chiffre est tombé à 10 % seulement. La formalisation des plans et approches visant à limiter les émissions de gaz à effet de serre a probablement favorisé cette évolution.

Au vu du nombre de projets d'efficacité énergétique qui se mettent en place, 91 % des décideurs européens ayant entrepris au moins un tel projet au cours de l'année, il est manifeste que l'efficacité énergétique et la réduction des gaz à effet de serre gagnent du terrain dans les esprits. Pour demain, les personnes interrogées ont indiqué attendre beaucoup des technologies qui amènent des économies d'énergie profondes, comme les technologies d'éclairage et les matériaux de construction de pointe (Illustration 6). Parmi les autres tendances prometteuses figurent les bâtiments écologiques. La part de personnes interrogées confirmant l'existence d'au moins un bâtiment certifié dans leur entreprise s'élève désormais à 32 %, alors qu'elle n'était que de 16 % l'année passée.

Illustration 6 : Prévisions concernant le développement des technologies de construction



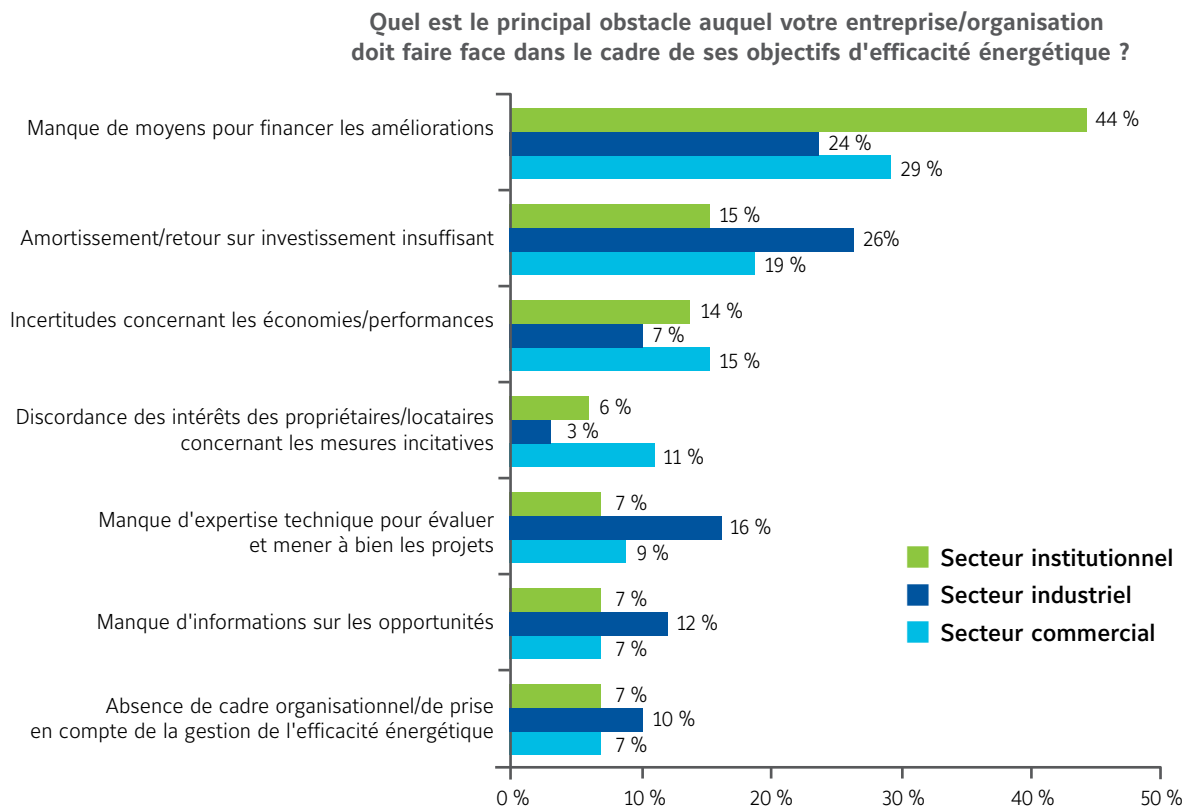
Des défis et des opportunités

L'efficacité énergétique progresse régulièrement en Europe et fait désormais partie intégrante des activités quotidiennes de toutes les entreprises. Il est néanmoins ressorti de l'enquête EEI de 2011 que certains obstacles majeurs freinent la réalisation des projets d'efficacité et font que leurs bénéfices à grande échelle restent mal connus. Deux obstacles en particulier :

- la difficulté de trouver des financements pour ces projets ;
- les contraintes en termes de capacité organisationnelle.

La plupart des responsables recourent à des capitaux internes ou à des budgets d'exploitation pour financer les améliorations. Mais à une époque où il est question de restrictions budgétaires, les entreprises européennes ne peuvent plus débloquer les capitaux nécessaires à de tels projets. Les solutions où les frais engagés sont couverts et la rentabilité assurée, qui permettraient de mettre en valeur les opportunités de modernisation énergétique, sont absentes ou inexploitées par les responsables par rapport à leur propre budget. Les entreprises se retrouvent donc dans une impasse : elles souhaitent poursuivre leur effort d'efficacité énergétique, mais veulent également atteindre leurs objectifs d'économies par le budget qu'elles voient comme unique moyen de financement. Les obstacles financiers à l'efficacité énergétique sont représentés sur l'illustration 7.

Illustration 7 : Principaux obstacles à l'efficacité énergétique en Europe



Face à cette problématique financière, la solution réside peut-être dans la recherche de financements externes (prêts auprès d'institutions, participation de tiers et autres modèles émergents). Parmi les décideurs européens interrogés, ceux qui ont financé leurs projets énergétiques avec des capitaux externes considèrent moins le manque d'argent comme un obstacle que ceux ayant fait appel à leurs budgets internes (26 % contre 34 %). Par ailleurs, les entreprises ayant bénéficié de capitaux externes ont mené à bien davantage de projets en matière d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique (Illustration 8). Le financement externe est lié à des économies importantes, comme les améliorations au niveau de l'enveloppe des bâtiments ou les énergies renouvelables. Il augmente également la probabilité de prendre des mesures : seulement 2 % des personnes interrogées ayant utilisé des capitaux externes n'ont réalisé aucun projet énergétique. Cette comparaison est montrée sur l'illustration 8.

Illustration 8 : Les capitaux externes favorisent la recherche d'économies plus importantes dans les entreprises européennes

| Mesure | Budgets internes uniquement | Financements externes |
|---|-----------------------------|-----------------------|
| Améliorations pas/peu coûteuses ou changement des comportements | 38 % | 36 % |
| Améliorations apportées aux contrôles et/ou chauffage, ventilation et climatisation | 47 % | 55 % |
| Améliorations apportées à l'éclairage | 59 % | 63 % |
| Améliorations apportées à l'enveloppe des bâtiments | 19 % | 36 % |
| Gestion des pics de demande et/ou approvisionnement énergétique | 19 % | 34 % |
| Énergies renouvelables sur site | 15 % | 29 % |
| Technologie de construction intelligente ou de réseau intelligent | 11 % | 25 % |
| Aucun projet énergétique réalisé | 16 % | 2 % |

Les contraintes en termes de capacité organisationnelle, c'est-à-dire le manque de personnes qualifiées pour procéder à des améliorations d'efficacité, représentent le deuxième obstacle majeur identifié dans l'enquête. Ce manque de personnel, en disponibilité et en savoir-faire, constitue un défi sur le plan du capital humain. Interrogés sur la façon dont ils gèrent les charges de travail supplémentaires générées par les initiatives énergétiques, seulement 13 % des sondés ont précisé que du personnel avait été recruté dans l'entreprise à cet effet. 41 % des entreprises n'ont apporté aucun changement à leur effectif, ce qui laisse supposer que les projets n'ont pas été achevés faute de moyens humains. D'autres entreprises ont réaffecté des personnes au sein de la main d'œuvre existante (23 %) ou se sont tournées vers des entrepreneurs externes (24 %).

Concernant l'intervenant auxquels elles s'adresseraient pour demander des conseils en gestion énergétique, 30 % des personnes interrogées ont répondu qu'elles contacteraient des consultants spécialisés et 13 % des experts internes. D'autres intervenants ont également été cités : entreprises de services énergétiques (ESCO), fournisseurs, services publics locaux, agences gouvernementales, collègues externes ou confrères, ou encore associations professionnelles.

SYNTHÈSE ET CONCLUSIONS

Alors que la question de l'efficacité énergétique n'a jamais été aussi évoquée en Europe et qu'elle gagne progressivement en importance, des défis de taille demeurent. L'enquête EEI de 2011 a révélé un intérêt croissant pour l'efficacité énergétique, suscité par la hausse du prix de l'énergie, par les préoccupations actuelles sur le plan de la sécurité de l'énergie et les nouvelles politiques gouvernementales qui devraient voir le jour en vue de promouvoir l'efficacité énergétique et la réduction des gaz à effet de serre. L'enquête a aussi souligné les obstacles financiers et organisationnels qui empêchent les responsables européens de faire davantage d'efforts dans le domaine de l'efficacité énergétique.

Principales conclusions de l'enquête EEI en Europe :

- L'énergie devient un sujet incontournable, comme l'atteste sa place dans les objectifs (83 % ont des objectifs de réduction du carbone/de la consommation énergétique), les prévisions de hausse des prix (79 %) et la perspective de nouvelles politiques nationales (75 %).
- Les énergies propres gagnent du terrain dans les installations européennes, avec 32 % des entreprises interrogées possédant un bâtiment écologique certifié et 91 % ayant adopté au moins une mesure énergétique.
- Les aides publiques, l'allègement de la facture énergétique et la sécurité de l'énergie sont les principaux facteurs motivant les projets d'efficacité énergétique.
- Les limitations en termes de ressources humaines constituent un obstacle, mais les entreprises européennes n'embauchent pas de personnel supplémentaire pour résoudre ce problème.
- Les barrières financières sont fréquemment mentionnées comme l'obstacle majeur auquel sont confrontés les cadres européens. Même si des capitaux externes peuvent aider à franchir cet obstacle et permettre davantage d'économies, la plupart des personnes interrogées se limitent aux budgets internes pour le financement des projets.

¹ Armin Mayer et Anda Ghiran, « EU Public Sector Experiences with Building Efficiency : Exploring barriers to performance contracting and deep energy retrofits » Institute for Building Efficiency, 2011.

Les conclusions de l'enquête EEI sur les barrières financières qui paralysent les projets d'efficacité énergétique semblent confirmer les résultats d'une étude récemment menée par l'Institute for Building Efficiency. Cette étude, qui portait sur les obstacles à une plus grande utilisation des contrats de performance énergétique dans le secteur public au Royaume-Uni, en France et en Allemagne¹). Ce recherche a en effet montré que la majorité des responsables dans les services publics continuent de s'appuyer essentiellement sur des budgets à la baisse pour le financement des projets d'efficacité énergétique et manquent, de ce fait, des opportunités de gestion des coûts et avantages sur le long terme.

De nouvelles stratégies, technologies et approches voient le jour à mesure que les entreprises comprennent et surmontent les obstacles à l'amélioration énergétique. Les conclusions de l'enquête de 2011 montrent un intérêt notable pour l'efficacité énergétique et que des mesures à venir dans le secteur public et dans le secteur privé en Europe pourraient accélérer leur transformation vers une économie plus propre et plus éco-efficente.

L'Institute for Building Efficiency est une initiative de Johnson Controls. Cet institut fournit des informations et des analyses en matière de technologies, de procédures et de pratiques visant à promouvoir des bâtiments efficaces et hautement performants, ainsi que des systèmes intelligents partout dans le monde. Il s'appuie sur les 125 ans de savoir-faire international de Johnson Controls dans le domaine des solutions écoefficientes destinées au secteur immobilier pour soutenir et compléter les efforts d'organisations à but non lucratif et associations professionnelles. L'Institute for Building Efficiency s'intéresse aux solutions pratiques innovantes, rentables et évolutives.

Pour contacter les auteurs ou travailler avec l'Institute for Building Efficiency, écrivez à l'adresse suivante : InstituteforBE@jci.com.

institute
for **building**
efficiency
an initiative of Johnson Controls